

EGLISE DU CHRIST AU CONGO
CENTRE DE FORMATION EN MANAGEMENT ET DEVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL



B.P. 4938 Kin - Gombe
E-mail : ceformad@ic.cd Tél. : 00 243 81 50 15 122 / 00 243 99 99 42 056 99 99
29 201 99 99 35 406

www.ceformad.org

République Démocratique du Congo

PROGRAMME QUINQUENAL DE LA CEC POUR LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE
ATELIER DE PLANIFICATION OPERATIONNELLE

Jean Robert GBEMA AGIDI
Consultant Formateur

CEFORMAD

Bienvenue à l'Atelier de planification Opérationnelle

Programme Quinquennal
de Développement de la
CEC pour la lutte contre la
Pauvreté





Objectif de l'atelier

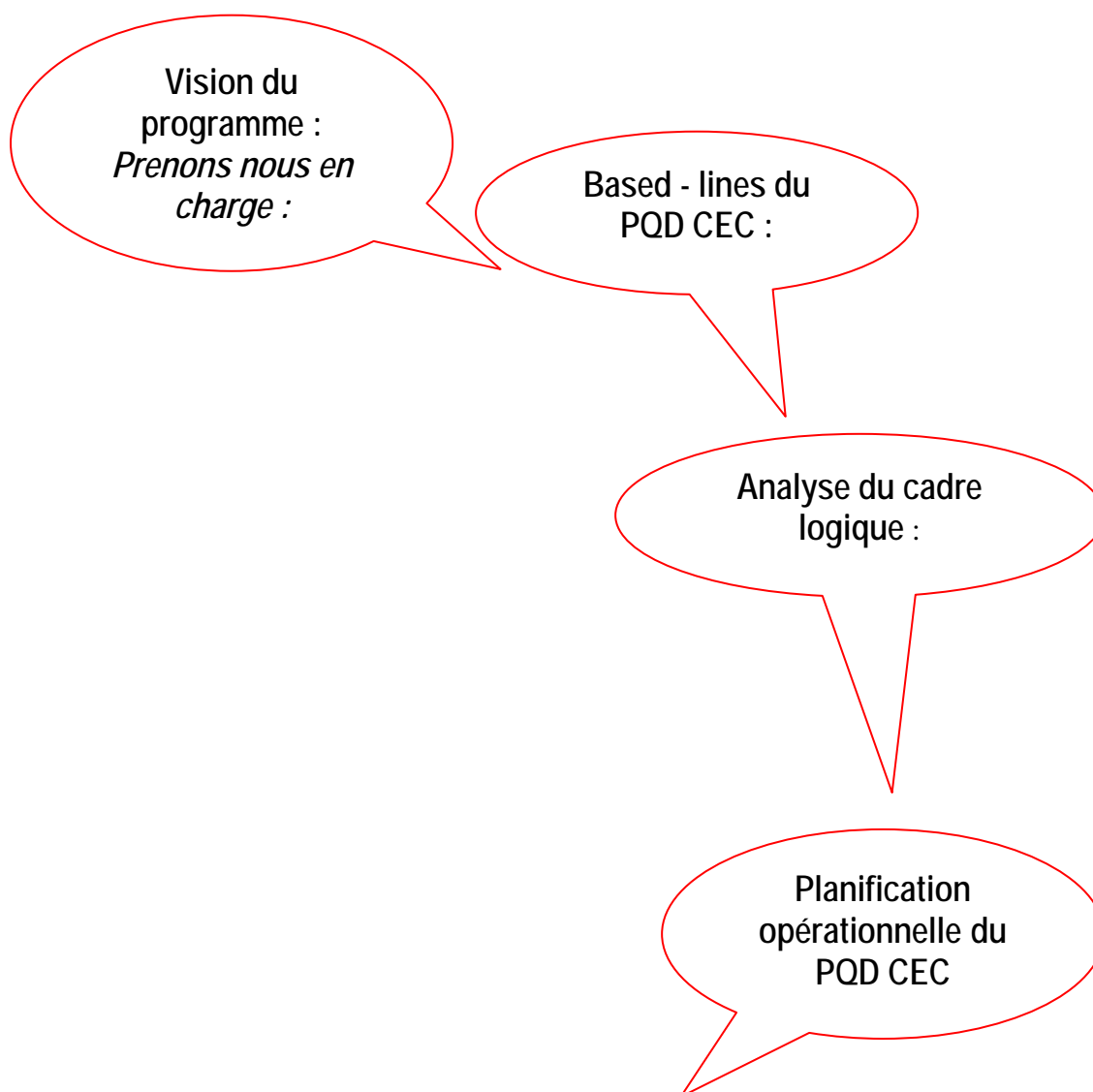
- Vulgariser le projet auprès des acteurs clés
- Harmoniser la vision et les approches du programme
- Elaborer des plans opératoires et responsabilisation
- Organiser le premier contact direct entre les acteurs clés du projet

Résultats attendus



- Les IOV et la “base line” précisés
- Le cadre logique connu et validé par les acteurs clés
- Les rôles des acteurs clés précisés

Schéma de l'atelier.



Module 01 : Vision du Programme du PQD-CEC.

Objectifs : à la fin de ce module les participants auront.....

- Une connaissance sur l'évolution des projets/ programmes au sein de la CEC
- Une compréhension commune du PQD-CEC
- Une analyse sur l'appropriation du programme par les acteurs

Contenu.

"Prenons-nous en charge"

- Historique des projets/programmes de développement dans la CEC
- Présentation du PQD-CEC
(*Quel est le degré d'appropriation de ces différents projets/programmes : au niveau individuel/bénéficiaire, église locale/ village, communauté et les autres....*)
- Degré d'engagement ; (trièdre, échelle de 0 à 5)
- Degré de participation (en quoi j'ai participé à ces projets/programmes : individuel/église locale, village, communauté et autres....)
-

Module 2. Les " Based lines " du PQD-CEC

Objectifs : à la fin de ce module les participants auront.....

- Un état de lieu de différents domaines/axes du programme
- Une liste des nouveaux éléments du contexte à prendre en compte dans la mise en œuvre du nouveau programme

Contenu.

Quelle est la situation actuelle dans les différents domaines/axes de notre programme

- Domaine de la protection sociale et des droits humains
- Domaine de l'écologie et développement communautaire
- Domaine de la santé
- Domaine l'éducation

Actualisation des éléments du contexte du programme PQD-CEC

Module 03. Analyse du cadre logique

Titre du projet : Programme Quinquennal de développement de la CEC pour la lutte contre la pauvreté
 Durée du projet : 5 ans

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Suppositions ou hypothèses
Objectif global	Contribuer au renforcement des capacités des acteurs/organisations de la société civile et à la réduction de la pauvreté des populations dans le rayon d'action des consistoires de la CEC	Amélioration du respect des droits humains dans le rayon d'action du programme et réduction de la pauvreté	Rapports du programme et des évaluations Monitoring de la situation des droits humains dans l'aire d'intervention du programme.	Le programme de stabilisation macroéconomique réussit Les réformes de gouvernance (administrative, politique et économique) progressent
Objectifs du programme	01. De 2009 à 2011, 24 organisations des populations marginalisées (femmes ; enfants et familles) intériorisent le processus de la culture genre, de la paix et de la réconciliation des peuples 02. De 2009 à 2011, 36 organisations paysannes adoptent la culture de la protection, la restauration de l'environnement et augmentent leurs revenus	- Réduction de nombre de conflits et de violation des droits humains dans les zones d'intervention - Intégration de la dimension genre par les Organisations de la Société Civile (OSC) accompagnées -Nombre d'hommes et de femmes qui déclarent une amélioration de leurs conditions de vie -2 FONSDEV mise en place -1 tonne des semences	Rapports d'activités du programme Rapport d'activités et des évaluations à mi-parcours	Bonne coordination et harmonisation dans le cadre de DSCR

	<p>par les activités agricoles et de micro-finance</p> <p>03. De 2009 à 2011, 3 500 mamans adoptent un comportement responsable face à la propagation de VIH/SIDA et de planning familiale, et les capacités managériales des 50 agents des structures médicales de la CEC sont renforcées.</p> <p>04. De 2009 à 2011, 200 APEP et 166 enseignant(e)s sont encadrés et les conditions de l'enseignement dans la CEC sont améliorées.</p>	<p>forestières et 56250 mL des boutures de manioc rendus disponibles</p> <p>-36 émissions de sensibilisation sur l'environnement émises à la radio et la télévision</p> <p>-Nombre des mamans sensibilisées et testées au VIH/Sida</p> <p>-Nombre des prestataires en planning familial</p> <p>-Qualité des soins administrés par le personnel médical de la CEC</p> <p>-Taux de réussites des élèves dans les écoles de la CEC</p> <p>-le cahier de charge des APEP</p>	<p>Rapports des supervisions d'épidémiologie de l'aire de santé de la CEC</p>	<p>La réforme du secteur de l'éducation soit effective</p>
Résultats intermédiaires	<p>01. le rôle des organisations de la société civile est renforcé</p>	<p>-432 Membres de OSC formés et Appuyés</p> <p>-3 terrains de foot aménagés, 1 bâtiment administratif et clôture construits</p>	<p>Rapports</p>	

	<p>02. L'environnement de l'aire du projet est protégé et restauré ainsi que le revenu des populations a augmenté</p> <p>03. La mortalité et la morbidité dans les zones d'intervention de la CEC sont réduites</p> <p>04. Les conditions de l'enseignement dans la CEC sont améliorées.</p>	<p>-46 plaidoyers /lobbying</p> <p>50% des bénéficiaires agricoles (dont au moins 40% femmes) s'investissent dans le reboisement et produisent un surplus des produits alimentaires (agricoles et/ou animaux) pour la vente Les niveaux de prix des produits alimentaires a baissé d'au moins 30%</p> <p>-Nombre des femmes sensibilisées -Nombre des femmes dépistées -Nombre de femmes mis sous planning familial -Nombre du personnel médical formé</p> <p>-Bonne gestion des écoles -Rendement des acteurs clés de l'enseignement (parents, élèves et enseignants)</p>	<p>Rapports</p> <p>-Rapports de supervision -Rapports des structures médicales -Rapports de formation -Rapport d'activités</p>	<p>Le programme s'insère à 90% dans le DSCR (provincial)</p>
--	--	--	--	--

	05. Les cadres du programme sont plus compétents et outillés (personnel et personnes-ressources)	Nombre des cadres et/ou personnel du projet formé	-Rapports et PV Tests nationaux d'évaluation -Palmarès des écoles Rapports	
--	--	---	---	--

Travail en groupe : concerne appropriation des projets finis par la population et la Communauté : points positifs (Groupe 1) et négatifs (Groupe 2).

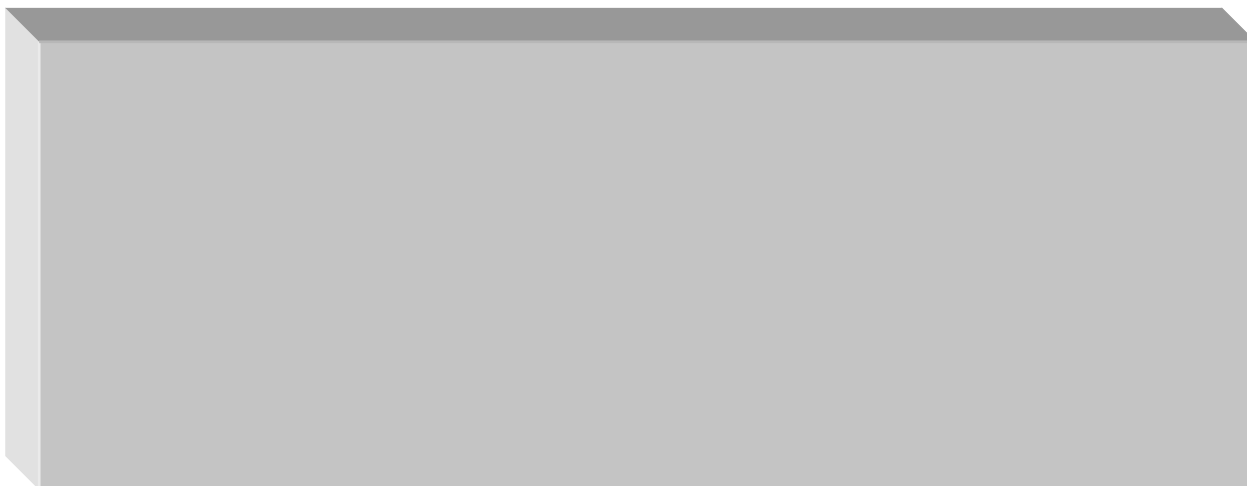
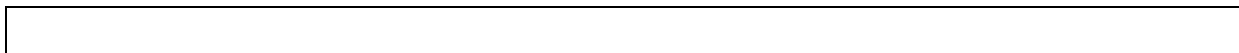
Exemple des projets :

- Développement communautaire : Prodaf et Proroutes
- Protection sociale : Prodemo
- Santé : Prosan
- Education : Prodesco

Projet	Points positifs	Facteurs	Rôle particulier pour s'approprier le projet
Prodaf (Projet agricole et Forestier)	<ul style="list-style-type: none"> - continuité/expansion des activités de plantation d'arbres par la population - amélioration de la production agricole - introduction de l'apiculture - éveil au développement et adoption de la traction animale 	<ul style="list-style-type: none"> - approche participative utilisée - environnement de savane - prolongement du financement à 25 ans - expertise des animateurs - Paix et sécurité dans la contrée 	<p><u>Population</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Production des semences - Récolte des semences - Production des plantes - Plantation - Entretien et protection - Introduction de l'apiculture - Exploitation des bois <p><u>Eglise</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Accompagnement du processus - Semaine de l'arbre et de développement - Appui en formation, humain, financier et matériel
Proroutes (projet des routes)	<ul style="list-style-type: none"> - Création des PME spéciaux en technique HIMO - Evacuation facile des produits - Culture des barrières des pluies 	<ul style="list-style-type: none"> - Présence du financement externe - Implication du gouvernement - Compétence des animateurs - Paix et sécurité dans la contrée 	
Prodesco (projet de développement scolaire) et prosan (projet de santé)	<ul style="list-style-type: none"> - Participation de la population à création et réhabilitation des 	<ul style="list-style-type: none"> - Financement prolongé - Expérience des gestionnaires et des 	

	<p>infrastructures hospitalières et scolaires</p> <ul style="list-style-type: none"> - Auto-prise en charge de ces postes de santé et des bâtiments scolaires par la population à travers les comités de santé et des parents - Accès facile aux soins de santé et à la scolarisation - Réduction de mortalité infantile et la poliomyélite - Multiplication des bureaux de santé - Utilisation des préservatifs (élèves et enseignants) - Amélioration des résultats aux examens d'état - Amélioration des conditions d'apprentissage - Augmentation du taux de scolarisation 	<p>animateurs</p> <ul style="list-style-type: none"> - Crédibilité de l'Eglise - Sécurité et paix - Amour patriotique 	
Prodesco	- Promotion de la	- Financement	

	<p>culture démocratique dans la CEC</p> <ul style="list-style-type: none"> - Acceptation de la femme dans les organes de prise des décisions - Esprit d'ouverture des pasteurs et des fidèles 	<ul style="list-style-type: none"> - Niveau d'études des pasteurs - Vague mondiale de la démocratie 	
Projet	Négatif	Facteur	Responsabilités
Prodaf	<p>Destruction méchante des forêts dans les terrains de démonstration</p>		



1^{er} TRAVAIL EN GROUPE

PREMIER GROUPE

QUESTION : « ENUMEREZ CINQ POINTS POSITIFS DE CINQ PROJETS QUI ONT EXISTE DANS LA CEC ET LES FACTEURS QUI ONT INFLUENCE ».

I. PRODAF

1. POINTS POSITIFS

- Continuité /expansions des activités de plantation d'arbres par la population (3/5) ;
- Maintenance des forêts (4/5) ;
- Adoption des nouvelles cultures (3/5) ;
- Amélioration de la production agricole (2/5) ;
- Introduction de l'apiculture (2,5/5) ;
- Eveil au développement et adoption de la traction animale (3/5).

2. FACTEURS

- Approche participative utilisée ;
- Environnement de savane ;
- Prolongation du financement à 25 ans ;
- Expertise des animateurs ;
- Paix et sécurité dans la contrée.

COTE TOTALE : 3/5

II. PROROUTES

1. POINTS POSITIFS

- Création des PME (s) spéciales en techniques HIMO (3/5) ;
- Evacuation facile des produits (3/5) ;
- Culture des barrières.

2. FACTEURS

- Présence du financement externe ;
- Implication du gouvernorat ;
- Compétence des animateurs ;
- Paix et sécurité dans la région.

COTE TOTALE : 2,6/5

III. PRODESCO & PROSAN

1. POINTS POSITIFS

- Participation de la population à la création & réhabilitation des infrastructures hospitalières & scolaires ;
- Auto - prise en charge de ces postes de santé et bâtiments scolaires par la population à travers les comités de santé et des parents ;
- Accès facile aux soins de santé et à la scolarisation ;
- Réduction de mortalité infantile et la poliomyélite ;
- Multiplication des bureaux de santé ;
- Utilisation des préservatifs (élèves/enseignants) (5/5) ;
- Amélioration des résultats aux examens d'Etat (3/5) ;
- Amélioration des conditions d'apprentissage ;
- Augmentation du taux de scolarisation (4/5).

FACTEURS

- Financement prolongé ;
- Expérience des gestionnaires et animateurs ;
- Crédibilité de l'Eglise ;
- Sécurité & paix ;
- Amour patriotique des enseignants.

V. PRODEMO

1. POSITIFS

- Promotion de la culture démocratique dans la CEC (3/5) ;
- Acceptation de la femme dans les organes de prise de décision (3/5) ;
- Esprit d'ouverture des pasteurs et fidèles (3/5).

2. FACTEURS

- Financement ;
- Niveau d'étude des pasteurs ;
- Vague mondiale de la démocratie.

COTE : 3,1/5

COMMENTAIRE D'UN DES PROJETS DE CHAQUE GROUPE

1. PRODAF

N°	POINTS NEGATIFS	POINTS POSITIFS
1	Destruction méchante des forêts dans le terrain de démonstration	Projet décent car solution apportée n'était pas un besoin exprimé par la population.
2	Désintéressement des bénéficiaires	Besoins de survie. Les paysans s'attèlent plus aux actions à court terme et non à long terme.

2. PROROUTES

N°	POINTS NEGATIFS	POINTS POSITIFS
1	La non pérennisation des routes aménagées.	Mauvaise structuration et manque de mécanisme de pérennisation après financement.
2	-	Le mécanisme de pérennisation n'était pris en compte dans l'élaboration et dans l'exécution.
3	-	Mauvaise planification.

3. PRODESCO - SUITE

N°	POINTS NEGATIFS	POINTS POSITIFS
1	Pour le sida à l'école, l'activité s'est arrêtée après le financement.	Le feedback entre les exécutants le département de la jeunesse et la coordination scolaire n'était pas clairement défini.
2	Pour la réhabilitation, les parents n'ont pas poursuivi l'achèvement des ouvrages inachevés.	Attentisme.

SYNTHESE

1. PROJET DE DEMOCRATIE ET DROITS HUMAINS (PRODEMO)

MECANISME DE PERENISATION DANS L'élaboration ET DANS L'EXECUTION.

1. Prévoir la formation

- Activiste
- Population
- Les clergés
- Les autorités
- Les femmes
- Les jeunes
- Les personnes vulnérables
- Les minorités

= Initiation aux techniques et technologies

2. PROJET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET FORESTIER (PRODAF)

I. POPULATION

- Production des semences ;
- Récolte des semences ;
- Production des plantes ;
- Plantation ;
- Entretien et protection ;
- Introduction de l'apiculture ;
- Exploitation des bois ;

II. EGLISE COMMUNAUTAIRE

- Accompagnement du processus ;
- Semaine de l'arbre et développement ;
- Appui : formation, humain, matériel et financier.

2^{ème} TRAVAIL EN GROUPE

TRAVAIL A FAIRE : « DONNEZ VOTRE CONTRIBUTION/CONSEIL POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS DU PROGRAMME ».

LES GROUPES DE TRAVAIL :

- 1. ETAT**
- 2. STRUCTURE D'EXECUTION**
- 3. BAILLEUR**
- 4. BENEFICIAIRES**
- 5. EGLISE**

EXPOSE

1. ETAT

- Impliquer l'autorité politico-administrative :
 - Echange des informations en amont et en aval ;
 - Facilite de mobilier la population.
- Tenir compte de :
 - Tenir compte des besoins de la population ;
 - Environnement.
- Définir clairement les stratégies à mettre en œuvre pour atteindre l'objectif (Réduction de la pauvreté)

2. STRUCTURE D'EXECUTION

Conditions de participation :

- Identifier les acteurs dans la population ;
- Sensibiliser et conscientiser la population ;
- Evaluer les appuis et auto-évaluation ;
- Respecter le chronogramme établi ;
- Suivre et accompagner la population ;
- Faire preuve d'une bonne gouvernance (Administration et gestion) ;
- Etre à l'écoute de l'environnement ;
- Processus de formation et d'auto-formation ;
- Analyse régulière du contexte.

3. BAILLEUR

- Les à mener ne doivent pas s'écarter des aspirations des populations ;
- Garder un « dialogue » continu avec les populations (suivi, réorientation, évaluation) ;
- Impliquer le pouvoir politico-administratif (l'Etat).

4. BENEFICIAIRES

- Encadrement :
 - Sensibilisation et animation des animateurs ;
 - Formation dans différents domaines ;
 - Vulgarisation de nouvelles techniques ;
 - Appui des matériels de travail (instruments et semences) ;
 - Création des coopératives et de crédits ;
 - Faciliter l'évacuation des produits.

5. EGLISE

- Crainte de l'Eternel et la bonne moralité ;
- L'analyse de problèmes par les bénéficiaires eux-mêmes ;
- Vulgarisation du programme auprès de bénéficiaires (organiser des séances de restitution) ;
- L'organisation des bénéficiaires autour des actions à mener ;
- Manuel de gestion ;
- Sensibiliser régulièrement les responsables à tous les niveaux ;
- Organiser les séances de suivi et évaluation

3^{ème} TRAVAIL EN GROUPE

TRAVAIL A FAIRE : « IDENTIFIER LES PROBLEMES DANS LES QUATRE DOMAINES CI-APRES QUI CONSTITUENT AUTOMATIQUEMENT 4 GROUPE : EDUCATION, SANTE, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET PROTECTION ET DROITS HUMAINS. »

EXPOSE

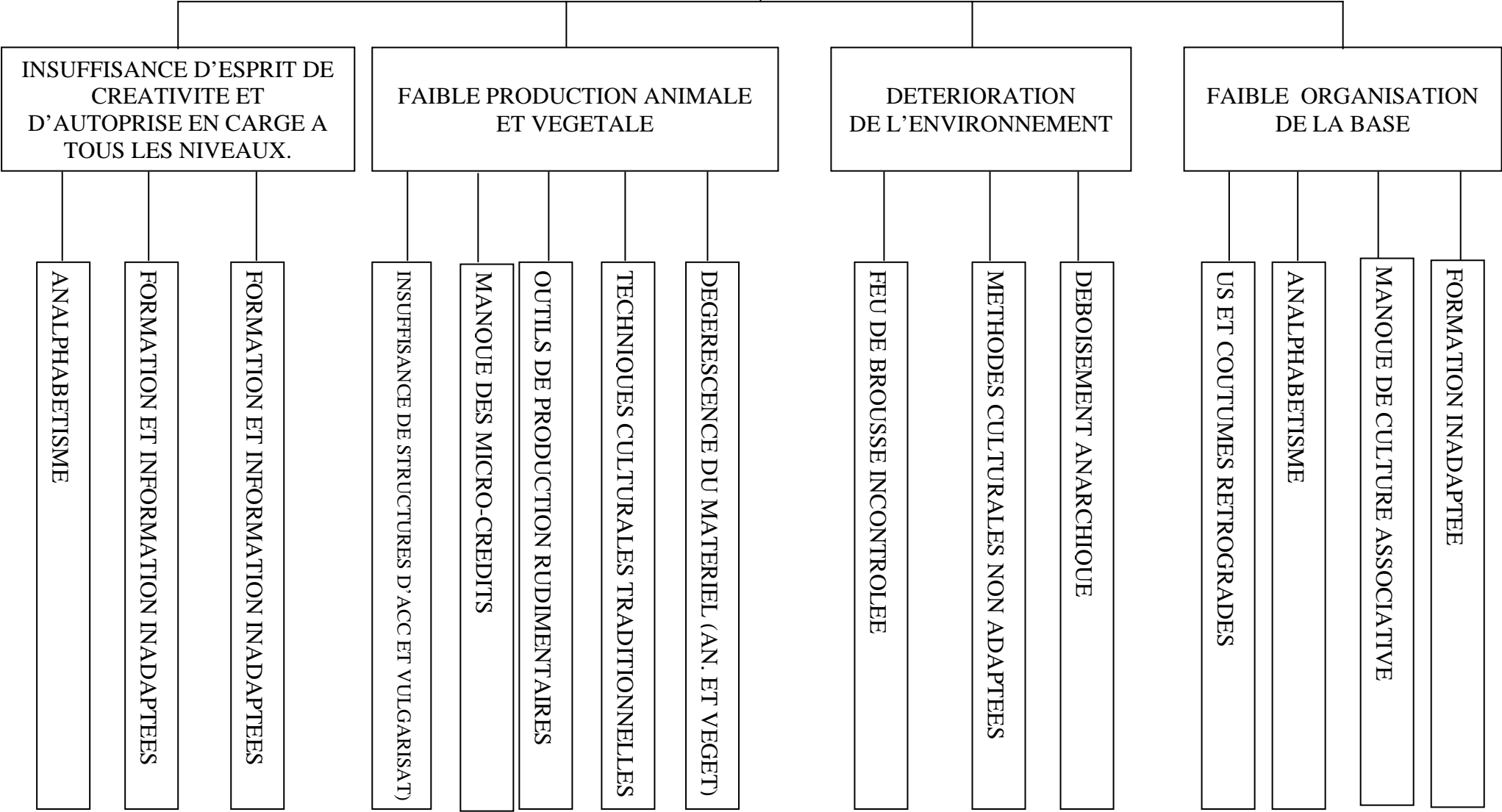
A. ENVIRONNEMENT

1. Dégradation des forêts naturelles ;
2. Erosion du sol ;
3. Sol pauvre ;
4. Disparition progressive des espèces végétales et animales ;
5. Tarissement des rivières ;
6. Feu de brousse incontrôlée ;
7. Réchauffement de la terre ;
8. Pollution de l'atmosphère ;
9. Insalubrité de l'habitat ;
10. Destruction des espèces aquatiques.

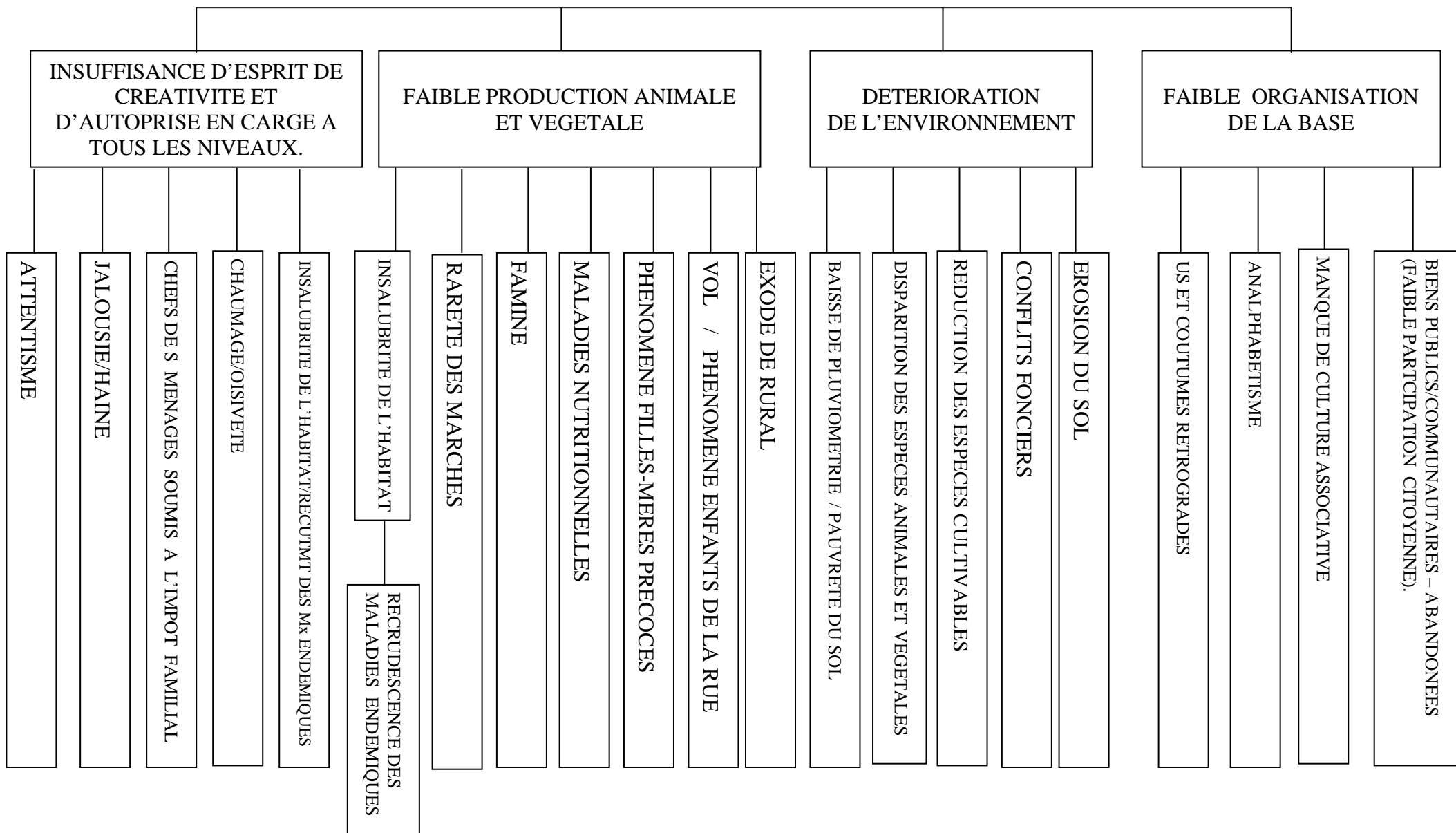
B. DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

1. Outils de production rudimentaires ;
2. Faible revenu des ménages ;
3. Dégénérescence des matériels de multiplication (animal et végétal) ;
4. Techniques culturelles traditionnelles ;
5. Rareté des marchés ;
6. Dégradation des routes de desserte agricole ;
7. Faible organisation paysanne ;
8. Faible esprit de créativité ;
9. Esprit d'attentisme ;
10. Les jeunes n'ont pas de référence (des modèles) ;
11. Manque de distraction dans les milieux ruraux.

FAIBLE REVENU DES MENAGES



CONSEQUENCES



C. PROTECTION SOCIALE

N°	PROBLEMES ACTUELS	CAUSES
1	Insuffisance et inefficacité des structures d'encadrement des personnes vulnérables.	Non implication de l'Etat
		Peu d'initiatives privées
		Non mise application de vision de développement de l'Etat et de la société
		Mauvaise gouvernance (administration et gestion)
		Manque d'encadrement et d'encouragement des initiatives privées.
2	La non appropriation du concept genre dans la vie pratique à tous les niveaux.	Analphabétisme
		Tradition et coutumes rétrogrades
		Interprétations erronées des écritures saintes
		Complexe de supériorité des hommes et d'infériorité des femmes
		Inappropriation du concept développement (dans le développement il n'existe pas de sexe).
3	Ignorance et torpeur (résignation et défaitisme) de la population face aux multiples, violations des droits humains	Absence d'un Etat de droit
		Non vulgarisation des lois
		Non appropriation de la culture démocratique.
		Irresponsabilité et incompétence des certains gouvernants
		Passivité et inorganisation de la population
4	La non application des lois existantes par l'Etat.	Existence des structures fictives qui reçoivent des financements au nom du peuple
		Manque de volonté politique.
5	Sport, comme facteur non négligeable de la cohésion sociale n'est pas organisé pour les enfants et jeunes	Manque des structures appropriées pour encadrer les catégories inférieures (minimes, cadets, juniors)
		Le désintéressement des décideurs à assumer la promotion de cette activité.
		Le désintéressement des certains adultes à causes des pratiques négatives : chauvinisme, indiscipline, fétiche.
		Infrastructures.

SANTE

I. IDENTIFICATION DES PROBLEMES

1. Le taux de morbidité et de mortalité lié au VIH/sida et le paludisme très élevé ;
2. La prise en charge insuffisante des malades ;

Notes statistiques

Le taux de prévalence du VIH/Sida est de :

- 4,9 % pour la province du Bas-Congo/l'an 2007
- 2,4 pour le Territoire de Luozi/l'an 2005.

II. ANALYSE DES PROBLEMES

PROBLEME 1

a) Le paludisme

- Insalubrité du milieu ;
- Absence de la lutte antivectorielle ;
- Facteurs sociaux (Rumeurs : la mort de certains enfants ayant utilisé le M.I.I ; la chaleur et l'étouffement entraînée par le M.I.I. ; la résistance au changement des habitudes...)
- Coûts élevés de soins (la pauvreté) ;
- Automédication ;
- Insuffisance de renforcement des capacités de personnel soignant.

b) Le VIH/Sida

- Ignorance de l'état sérologique ;
- Résistance au message malgré l'information rendue disponible ;
- Viol sexuel ;
- Frontières partagées (318km) avec le Congo-Brazza qui a un taux de prévalence très élevé et la cité de Kimpese également à haute prévalence ;
- Faible couverture du Territoire sanitaire en terme de paquet ;
- Passage dans le milieu des hommes en uniforme ;
- Mauvaise prise en charge des IST ;
- CCC non prise en compte par les hommes en uniforme et des camionneurs.

PROBLEME 2

- Pauvreté de la population ;
- Sous équipement des structures sanitaires ;
- Insuffisance de renforcement des capacités de prestataires des soins ;

- Mauvaise répartition des structures sanitaires par rapport à l'accessibilité géographique.

EDUCATION

PROBLEME : « BAISSSE DE NIVEAU DE L'ENSEIGNEMENT »

CAUSES

- Pléthore d'élèves dans les salles de classe en milieu urbain ;
- Négligence : manque d'auto culture de la part des élèves ;
- Manque d'encadreurs qualifiés ;
- Démotivation des enseignants ;
- Manque de suivi des parents dans l'éducation de leurs enfants ;
- Défectuosité des infrastructures scolaires ;
- Non achèvement des programmes scolaires ;
- Insuffisance des manuels scolaires et des matériels didactiques ;
- Mauvaise gouvernance des institutions scolaires (Recyclage) ;
- Incapacité des Chefs d'Etablissements dans la gestion des institutions scolaires (organiser des tests de niveau des Chefs d'Etablissements pour le recrutement/la promotion, la connaissance du niveau général des Chefs d'Etablissements).

CONSEQUENCES

- Déperdition scolaire – fermeture des classes et des écoles en milieu rural ;
- Mauvaise répartition de certaines écoles ;
- Baisse de sens critique – moins d'initiative – superstition ;
- Echecs scolaires – taux d'analphabétisme croissant – phénomène chercheurs d'emploi ;
- Dépravation des moeurs – nombre de cas de désertion et de mise en disponibilité – exode rural ;
- Chômage volontaire – charges familiales ;
- Emergence des conflits en milieux scolaires non respect du genre et de l'équité ;
- Incompétences professionnelles – Baisse de productivité – malnutrition.

JEUDI 02 AVRIL 2009.

RESULTAT 1 : CAPACITE D'ENCADREMENT DES STRUCTURES DE GESTION DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES

N°	ACTIVITES	PERIODE / LOCALISATION	RESPONSABLE OFFICIEL	RESPONSABLE OPERATIONNEL	EXECUTANT
1	Appui des Associations des Parents et Elèves Protestants (APEP)	KIBUNZI (AOUT 2009).	DIRECTEUR DU PROGRAMME	-CONSULTANT -ANIMATEUR DE POOL.	-CONSEILLERS DE L'ENSEIGNEMENT -PERSONNE RESSOURCE DE LA SOUS-DIVISION, -CONSULTANT.
2	Conscientisation des APEP dans l'amélioration des conditions des écoles.	KIBUNZI (AOUT 2009).	DIRECTEUR DU PROGRAMME	-CONSULTANT -ANIMATEUR DE POOL.	-CONSEILLERS DE L'ENSEIGNEMENT -PRESIDENT APEP COMMUNAUTAIRE -CONSULTANT.
3	Campagne de sensibilisation et de conscientisation des enseignants et des élèves sur les attitudes des hommes envers les femmes en milieu scolaire.	LUOZI, NKUNDI, KINKENGE (JANVIER, FEVRIER, MARS 2010).	DIRECTEUR DU PROGRAMME	-CONSULTANT -ANIMATEUR DE POOL.	-CONSEILLERS DE L'ENSEIGNEMENT -PERSONNE RESSOURCE : CONSULTANT PROTECTION SOCIALE ET DROITS HUMAINS.
4	Voyage d'études des conseillers d'enseignement.	LUBUMBASHI (Avril-Mai 09) du 27 avril au 04 mai 2009		CONSULTANT	CONSULTANT CONSEILLERS DE L'ENSEIGNEMENT

RESULTAT 2 : ENSEIGNANTS RECYCLES

N°	ACTIVITES	PERIODE / LOCALISATION	RESPONSABLE OFFICIEL	RESPONSABLE OPERATIONNEL	EXECUTANT
1	Organisation des 3 ateliers d'apprentissage de fabrication des matériels didactiques de première nécessité à base de matériaux locaux.	NKUNDI OU LUOZI (DU 25-28/05/2009	DIRECTEUR DU PROGRAMME	CONSULTANT	-CONSEILLERS DE L'ENSEIGNEMENT - PERSONNE RESSOURCE DE LA SOUS-DIVISION, CONSULTANT.
2	-	-	-	-	-
3	-	-	-	-	-
4	Voyage d'études des conseillers d'enseignement.	LUBUMBASHI (Avril-Mai 09) du 27 avril au 04 mai 2009		CONSULTANT	CONSULTANT CONSEILLERS DE L'ENSEIGNEMENT

Mécanisme de pérennisation (exemple de prodémo)

Action à prévoir à l'élaboration du projet :

- Formation pour susciter l'appropriation, doivent converger vers l'appropriation (activités, femmes, jeunes, clergés, autorités administratives, handicapés, minorités),
- Initiation technique et technologique
- La durée du projet ne doit pas être lié ou conditionnée au financement

Conseils pour une participation effective de la population

Quelles sont les conditions (5) qu'il ait participation dans le programme ?

Etat :

- Impliquer l'autorité politico-administrative (échange, des informations en amont et en aval, faciliter la mobilisation de la population)
- Tenir compte des besoins de la population et de l'environnement
- Définir clairement les stratégies à mettre en œuvre pour atteindre l'objectif.

Bailleur :

- Les actions à mener ne doivent s'écarter des aspirations de la population
- Garder un dialogue continu avec les populations (suivi, réorientation et évaluation)
- Mener des actions pour et avec les populations
- Impliquer l'autorité politico-administrative

Eglise :

- Vulgarisation du programme auprès des bénéficiaires (organiser des séances de restitution)
- Les animateurs doivent être ceux qui ont la crainte de l'Eternel et vivent la bonne moralité
- Organisation des bénéficiaires autour des actions à mener
- Fournir les outils de gestion (manuel des procédures,
- Sensibilisation régulièrement les responsables à tous les niveaux eux-mêmes
- Organiser des séances de suivi et d'évaluation
- Analyse des problèmes par les bénéficiaires

Bénéficiaires

- Encadrement et animation (sensibilisation)
- Formation dans des différents domaines
- Vulgarisation des nouvelles techniques
- Appui en matériels et en semences

- Création des coopératives et des crédits
- Facilitation pour l'évacuation des produits

Structure d'exécution

- Identifier les acteurs dans la population
- Sensibilisation et conscientisation de la population
- Evaluation dans les appuis et l'autoévaluation
- Respect du chronogramme établi
- Suivre et accompagner la population
- Faire preuve d'une bonne gouvernance (administration et gestion)
- Renforcement des capacités (processus de formation et d'autoformation)
- Etre à l'écoute de l'environnement



Méditation : Pasteur Luvingila Vincent

- Cantique et prière
- Lecture biblique : Matt. 6: 25-34
- Prière : Emy Miantezila
- Quelques informations sur le pays et le monde
- Restitution sur l'évaluation de la journée du lundi 30 mars 2009

Pédagogie :

Participation de tout le monde

Il a été demandé

- au formateur de mettre la matière au niveau de tout
- spécifier l'activité du jour
- Electricité : 7h – 10h, 11h - 15h, 16h - fin séance journalière
- Alphonsine Dibazola est chargée de donner puiser les informations sur les activités de la cuisine (restauration)

BASED-LINE DU PROGRAMME QUINQENNAL DE DEVELOPPEMENT DE LA CEC

TRAVAIL EN GROUPES (CONSISTANT A IDENTIFIER ET ANALYSER LES PROBLEMES MAJEURS RELATIFS AUX 4 DOMAINES)

1. DOMAINE DE LA PROTECTION SOCIALE ET DROITS HUMAINS (membres : julienne, Alphonsine, Cigogne, Norbert, Victor et Fidèle)
2. DOMAINE DE L'ECOLOGIE ET DEVELOPPEMENT (John, Joachim, Willy, Eugénie, Albert et Geormine)
3. DOMAINE DE LA SANTE (Dr Matthieu, Anne, Justin et Jean-Germain)

4. DOMAINE DE L'EDUCATION (Matthieu, Andersson, Vincent, Emy et Sylvain)

TRAVAIL EN PLENIERE

1. ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

- Un accent mis sur l'exode rural lié au manque de dispositions des facilités vitales des populations rurales.
- Question : l'Eglise institution doit-elle faire partie des bénéficiaires des fonds du projet.

La philosophie du bailleur des fonds (ASDI), il n'est pas question que l'Eglise institution se considère comme bénéficiaire directe. Ce qui est acceptable c'est l'encadrement des fidèles et d'autres couches de la population. L'Eglise dit appuyer des actions existantes déjà pour leur permettre de se prendre en charge

2. SANTE

Innovation :

- Le paludisme est un problème sérieux dont la mortalité est plus importante que celle liée au SIDA mais cela n'a pas été pris en compte dans le financement reçu. L'Eglise devra donc chercher un financement
- Autre problème : Mauvaise répartition des structures sanitaires par rapport à l'accessibilité géographique.

3. EDUCATION

- Des amendements au niveau du problème majeur (Baisse du niveau de l'enseignement), des causes (Pléthore dans les salles de classe des écoles urbaines et conséquences (déperdition scolaire dans les institutions scolaires rurales)
- Causes ajoutées (nouvelles)
 - a) mauvaise gouvernance dans les institutions scolaires (action à mener : Organisation des tests de niveau des chefs d'établissement pour le recrutement et la promotion, et pour la connaissance du niveau général)
 - b) Incapacité des Chefs d'Etablissement à gérer les institutions scolaires (action à mener : recyclage)

4. PROTECTION SOCIAL

Spécifier les termes vulnérables et marginalisation

Reformulation :

- Non mise en application des décisions de développement de l'Etat et de la société (problème ??)
- Considérer les problèmes évoqués dans le document initial comme causes en considérant actuellement le problème majeur en termes de « **Marginalisation des personnes vulnérables** »

Devoir donné à tous : analyser le cadre logique**Méditation : Pasteur Luvingila Vincent**

- Cantique et prière
- Lecture biblique : Ps
- Prière : Rév. Fidèle Muanda Mikiama
- Quelques informations sur le pays et le monde
- Restitution sur l'évaluation de la journée du mardi 01 avril 2009
(Il a été demandé à tous de respecter le temps fixé)

Pédagogie : Participation effective et active des participants

- Le mois de la femme vient de prendre fin. Norbert Lunsevila dira un mot à ce propos dans le cadre de ces assises.

ANALYSE DU CADRE LOGIQUE**Définitions :**

- cadre logique
- logique des projets (à lire du bas vers le haut,)
- I.O.V.

24 associations retenues : tenir compte des conditions préalables dans l'éligibilité de ces associations.

PLAN OPERATIONNEL PTD/CEC**1. DEVELOPPEMENT****Observations :**

- Les travaux demandés doivent faire une critique par rapport au travail initial fait par le BCPAD, voir s'il y a des nouveautés
- Les consultants rendront compte directement au Directeur du programme
- Etendre le pool de Luozi jusqu'à Mukimbungu
- La géopolitique de gestion des associations, se faire violence en laisser tomber les consistoires soit Sundi-Lutete, soit Bukaba, soit Kinzimbu
- Les animateurs des pools doivent se retrouver comme responsables dans l'opérationnalité des activités des pools. Ils collaborent le cas échéant avec les consultants.
- La localisation doit être précise en indiquant le lieu où l'activité a lieu.

2. SANTE

Observations :

Ecole de santé, Université de Kinshasa

- Le groupe a retenu 6 activités au lieu de 4 comme prévu dans le document initial mais cette question sera discutée entre la Direction du programme et le DOM.
- Le voyage de Brazzaville tient compte de la collaboration entre l'EEC et la CEC
- Retenir Bénin pour le voyage d'études en tant que pays francophone, ce qui permettrait la communication des membres de la délégation.

3. EDUCATION

Observations :

- Les deux premières activités (appuyer et conscientiser les APEP) auront lieu au même moment.
- Préciser les dates pour les activités 1 à 3
- Prendre contact avec CEFORMAD pour des contacts avec la plus grande école technique de Lubumbashi.

Recommandation générale: le BCPAD, les chefs des pools et les consultants doivent déterminer les pourcentages des temps entre les chefs des pools et les consultants.

4. PROTECTION SOCIALE

Observations :

- Activité 1 : Rédiger un ouvrage....., Responsable opérationnelle : les animateurs des pools.

COMMENTAIRES SUR LE CAHIERS DE CHARGES

1. Travail donné à BCPAD en collaboration avec les animateurs : faire une cartographie spécifique à chaque pool pour permettre de connaître en terme chiffré le rayon d'action de chacun d'eux.
 - Etendue des consistoires
2. Il est demandé aux animateurs de collaborer avec les autres acteurs de la contrée (province/ville) qui interviennent dans le même domaine
3. Il est retenu que Kasangulu fait partie du pool de Kinshasa.

CAHIER DES CHARGES

1. Les réunions du Comité de pilotage doivent coïncider avec les échéances d'envoi des rapports aux bailleurs
2. Les décisions du comité de pilotage sont exécutoires. S'il touche au texte constitutionnel de l'Eglise, cette matière peut être soumise à l'approbation des organes compétents
3. Les fonds des activités exécutées par les consultants sont retirés et justifiés auprès des animateurs.
4. Le BCPAD et la hiérarchie de l'Eglise doivent continuer la réflexion et éventuellement prendre la décision sur l'existence et le rôle des comités des pools.
5. Continuer à réfléchir sur la possibilité d'enserrer les femmes dans les organes.

Suivi et évaluation

- Tenir compte le standard de qualité (suivi de qualité), le BCPAD doit établir un standard de qualité

Objectif : à la fin de ce module les participants auront.....

- Une compréhension commune du cadre logique du programme
- Une liste actualisés des indicateurs du programme
-

Contenu.

- Les indicateurs (regroupement, s'en tenir aux principaux résultats)
- Prise en compte des nouveaux éléments du contexte

Module 04. Planification opérationnelle du PQD-CEC

Objectif : à la fin de ce module les participants auront.....

- Une suite logique de la réalisation du programme dans le temps et dans l'espace
- Le cahier de charges de chacun des acteurs-clés impliqués dans la mise en œuvre du programme
- Un système de suivi et évaluation des activités du programme
-

Contenu.

- Activités
- Chronogramme
- Personnel
- Budget

Plan Opérationnel (Modèle de planification opérationnelle)

Résultats et activités	Période d'exécution												Distribution des responsabilités			Budget
	Année 1				Année 2				Année 3				Responsable officiel	Responsable opérations	Exécutant	
R.1 A.1.1 A.1.2																
R.2. A.2.1 A.2.2.																
R.3. A.3.1 A.3.2.																

Systeme de suivi et évaluation

Pour prendre des décisions au niveau opérationnel

- En vue d'augmenter l'efficience et efficacité du projet
 - Efficience : se prononce sur :
 - l'utilisation des fonds et ressources
 - la relation entre les moyens et les activités.

Concrètement : est-ce que les activités ont pu être exécutées comme prévues ?

- Efficacité : se concentre sur :
 - la relation les activités et les résultats

Concrètement : est-ce que avec la mise en œuvre des activités le projet va atteindre les résultats intermédiaires comme supposés durant la planification ?

- I. Opportunités : - Réunions mensuelles
 - Réunions trimestrielles
 - Réunions semestrielles

II. Personnes Ressources

- III. Elements : - Suivi de qualité
 - suivi de réalisation/produits
 - suivi d'effets
 - suivi d'impacts

- IV. Outils : - Planning d'activités
 - le programme
 - les différents rapports

Annexe. ATELIER DE PLANIFICATION OPERATIONNELLE DU PROGRAMME TRIENNAL DE DEVELOPEMENT DE LA CEC

Participants :

Révérénd Fidèle Muanda, Président et Représentant Légal
 Révérend Marcel Diafwanakana Edi Diantete
 Jean-Germain Kapula A.T./Luozi
 Justin Mayemba Nlandu, Sec tech
 Joachim Muzota Biakenga, Animateur Pool de Luozi
 Albert Lutete Nianda, Représentant des bénéficiaires
 Geormine Matoko, Représentante des bénéficiaires
 Dr Matthieu Mbanunu, Directeur du Département des œuvres Médicales
 Willy Bongolo, Consultant en Développement
 John Mansinsa, Directeur CEVAP
 Victor Matondo Mansieto, Secrétaire au DFF
 Eugénie Mbungu, caissière BCPAD
 Alphonsine Dibazola, Assistante financière
 Norbert Lunsevila, Chef du Pool de Kinshasa
 Emy Minatezila, Modérateur comité Sports
 Révérend Vincent Luvingila, pasteur CEC Luozi
 Andersson Nsimba Mbelolo, Assistant Administratif du BC DSU
 Révérende Julienne Kukangisa,
 Maleba Mahungu, Consultant Sports
 Anne Sundberg, Représentante de la SMK

Tutondele Mahema, responsable BCPAD

Jean-Robert, Facilitateur/CEFORMAD

RESTITUTION DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE LA CEC, PROGRAMME AXE SUR LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

Par l'lr Sylvain TUTONDELE MAHEMA, Coordinateur des projets

I. Description récapitulative de l'action

Contribuer à la réduction de la pauvreté parmi la population dans la zone géographique de la CEC en promouvant le développement des ménages pauvres et en les appuyant.

Par le biais de ce programme, on cherche aussi à participer activement dans la lutte contre les injustices et les clivages sociaux, contre la marginalisation des sans voix, contre l'exclusion des femmes et des enfants

II. DEMARCHES DE L'ELABORATION

Le présent programme est le fruit de plusieurs concertations avec les groupes cibles et s'appuie sur le « Work with people and work for people » qui veut dire « Travailler avec la population et pour la population »:

D1. Atelier sur l'élaboration d'un nouveau programme de développement de la CEC

- Cet atelier a été organisé par la CEC par le canal du BCPAD en vue d'un nouveau programme de développement, orienté vers une contribution à la réduction de la pauvreté dans le pays.
- Aux délégués consistoriaux, représentant la base de la société (la base du programme) et différents acteurs de développement, s'est jointe une commission synodale de 9 experts des différents domaines et tous les responsables des départements de l'église.

SENS DU MOT CONSISTOIRE

Dans ce programme, le terme « consistoire » est utilisé dans un sens administratif et surtout géographique. En outre, il faudra signifier que les délégués désignés ne représentent pas seulement la base, mais ils en font partie eux-mêmes. Ainsi, ils ne sont pas seulement des représentants de la base, mais dans un sens ils sont aussi représentatifs de la base.

D2. TOURNEE DE RESTITUTION

Tournée sur la restitution de l'esquisse du programme quinquennal de développement de la CEC dans les 5 cinq pools (Kinshasa, Matadi, Luozi, Sundi Mamba et Nkundi) du 11 juin au 13 juillet 2007.

Ces pools étant constitués chacun de 3 à 5 consistoires. Cette tournée a été organisée par la CEC à travers le BCPAD et un Consultant en Développement Organisationnel afin de permettre l'appropriation du nouveau programme par la base issue de la zone géographique couverte par la CEC ;

D3. Atelier de réflexion sur l'intégration de l'approche « Genre »

Un atelier organisé conjointement par le BCPAD et le Département Femme et Famille. Tous les consistoires de la CEC ont été représentés par 2 personnes dont un homme et une femme. La problématique de ce séminaire était d'étudier comment intégrer le concept genre dans ce programme.

En conséquence,

Ce programme de développement est donc le résultat d'une concertation entre des représentants des groupes cibles du projet afin de faciliter un ancrage institutionnel et pour assumer la responsabilité d'éventuels projets des organisations qui en demandent. Ce programme est censé être exécuté par la CEC comme base, ensemble avec les consistoires, les paroisses, les institutions de santé, les écoles, les individus et d'autres acteurs de développement.

II
D:
(1
hç

La CEC est aussi très engagée dans le développement communautaire à travers le BCPAD, elle est comptée parmi les partenaires au développement du gouvernement de la R.D.Congo:

IV. OBJECTIF DU PROGRAMME

L'objectif de ce programme est de renforcer la société civile et de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations dans le rayon géographique de la CEC.

COMMENT?

Il s'agit notamment de la croissance de leurs revenus, de l'amélioration du respect des droits humains, de leur l'accessibilité à des conditions de l'enseignement adéquats et aux soins de santé primaire décents et de pouvoir donner aux enfants et à la jeunesse la possibilité à travers le sport de contribuer à la paix et à la réconciliation.

OBJECTIF SPECIFIQUE 1

Contribuer au renforcement des individus et des groupes dans la société civile

POURQUOI ?

C'est le rôle de l'église actuellement d'aider et d'encadrer les populations marginalisées (surtout les femmes et les enfants) pour faire entendre leurs voix.

ALORS?

Ainsi, la CEC est appelée à aider au renforcement des structures d'encadrement des concernées (Groupe des jeunes, groupe des femmes, des associations des droits de l'homme, les comités de Justice-Paix et Sauvegarde de la création...), ainsi que d'organiser des forums pour la promotion de la culture de la paix, de la réconciliation des peuples...

GROUPES CIBLES, Renforcement Société Civile

Les bénéficiaires directs de ce programme sont les populations dans le rayon géographique des 21 consistoires de la CEC. Il s'agit de :

- 4 Centres de Formation Polyvalente (CFP) sous gestion du département Femme et Famille de la CEC qui encadrent les vulnérables notamment les filles-mères et jeunes filles dans la couture, l'alphabétisation fonctionnelle.
- 4 consistoires opérationnels dans l'alphabétisation fonctionnelle
- 30 personnes 21 membres des comités DFF consistoires et 9 leaders des associations féminines
- 5 000 familles des pasteurs, personnel médical, chefs d'établissement et enseignants
- 200 écoles dont 6 écoles maternelles, 119 écoles primaires et 75 écoles secondaires
- 50 Activistes des droits humains
- 80 enfants vulnérables avec APEDEM
- 200 enfants pour le sport
- 105 membres des 21 comités « Justice, Paix et Sauvegarde de la Création (JPSC) »
- 5 leaders du comité « Justice, Paix et Sauvegarde de la Création (JPSC) » communautaire
- 70 associations et/ou ONGD
- 3 leaders des comités de la société civile dans les 3 pools
- Autorités politico-administratives des territoires et de la province du Bas Congo

Indicateurs, Renforcement société civile

L'aspect « genre » sera un thème transversal et marquera le travail à tous les niveaux

- 35 personnes seront formées en droits humains
- - 5 leaders communautaires de commission justice, paix et sauvegarde de la création seront formés et leurs capacités renforcées
- - 50 activistes à la culture démocratique formés
- - 2 100 vulnérables sont encadrés dans le rayon de 21 consistoires de la CEC
- - 21 Commissions de Justice, Paix et Sauvegarde de la création (JPSC) actifs
- - 80 enfants vulnérables formés grâce à l'appui du programme
- Indicateurs (suite) - 200 enfants et jeunes auront pris part aux activités de sport, de culture et de démocratisation
- -18 séminaires et ateliers de formation sur la démocratie réalisés pour les formateurs
- - Les dix mots d'honneur ont été enseignés et commencent à avoir un impact parmi les enfants et les jeunes dans leurs attitudes et dans leur comportement.
- - Des tournois annuels auront été organisés pour la paix et l'amitié
- - Les attitudes des filles et leur participation au sport a changé

OBJECTIF SPECIFIQUE 2

Protéger, restaurer l'environnement et accroître le revenu des populations

COMMENT?

- La CEC veut contribuer à la protection de l'environnement par la conscientisation des populations comme elle a la capacité d'organiser des différentes rencontres.
- Elle veut aussi penser aux micro-crédits et au renforcement des capacités (agriculteurs, maraîchers, forgerons) dans le souci d'alléger la pauvreté des populations, la création d'emplois et des revenus en milieux ruraux et urbains.

GROUPE CIBLE, Ecologie et développement communautaire.

- Séminaire Théologique de Luozi (STEL)
- 5 écoles agronomiques et vétérinaires,
- 70 leaders des associations
- Pool de Luozi et de Matadi pour le FONSDEV/INADES
- Auditeurs de 5 chaînes de radio suivantes : Ntomosono (Luozi), Bangu (Kimpese), Ntemo (Mbanza ngungu), RTNC Matadi et Boma.

- Téléspectateurs de 2 chaînes de télévision (Bangu et RTNC Matadi)
- Associations et/ou bénéficiaires réparties comme suit
- Associations et/ou bénéficiaires réparties comme suit :

Activités	Nombre Associations et/ou ONGD POOL Luozi	Nombre Associations et/ou ONGD Matadi	Nombre Associations et/ou ONGD Kinshasa	TOTAL
Elevage	9	5	7	21
Agriculture	15	3	3	21
Reboisement et apiculture	9	0	0	9
Maraîchage	5	5	7	17
traction bovine	2	0	0	2
TOTAL	40	13	17	70

Indicateurs, écologie et développement communautaire

- - Environ 60% de la population sensibilisée sur l'environnement et le reboisement puis augmentation de 40% du revenu des 70 associations encadrés :
- - Des espaces verts ont été reboisés et/ou reboisés par les 9 associations encadrées.
- - 36 Emissions de radio de sensibilisation sur l'environnement et le reboisement émises
- Indicateurs, suite- 42 associations dont 21 d'agriculteurs et 21 d'éleveurs ont augmenté leur revenu
- - Au moins 2 Fonds de solidarité pour le développement (FONSDEV opérationnel à Luozi et à Boma
- - 70 associations et/ou ONGD appuyés et les membres accèdent aux crédits des FONSDEV

OBJECTIF SPECIFIQUE 3

Réduire le taux de morbidité et de mortalité lié au VIH/SIDA dans les zones d'intervention de la CEC et renforcer les capacités des soins.

COMMENT?

Le domaine de la santé est un domaine de collaboration de la CEC avec l'Etat Congolais, et l'église tient à contribuer à l'amélioration de la santé particulièrement la lutte contre le SIDA. Un renforcement de la capacité du personnel soignant y contribuera.

GROUPE CIBLE, santé

- 14 Médecins
- 3 500 mamans pour l'encadrement sur le planning familial
- 35 infirmiers prestataires sur la maternité à moindre risque et planning familial
- 2 Administrateurs gestionnaires.
- Indicateurs 6 800 mamans enceintes sont sensibilisées et testées au VIH SIDA lors de consultations prénatales
- - 35 prestataires en planning familial formés

OBJECTIF SPECIFIQUE 4

Participer à l'amélioration des conditions de l'enseignement

COMMENT?

Dans ce domaine la CEC veut contribuer à l'amélioration des conditions de l'enseignement dans les écoles.

La CEC tient donc à assurer la formation continue du personnel enseignant et à encadrer le personnel enseignant et donner du soutien aux associations des parents.

GROUPE CIBLE, Education

- 200 associations des parents
- 100 enseignants
- 60 Chefs d'établissements
- 6 conseillers de l'enseignement primaire et secondaire
- 20 écoles techniques
- 80% des élèves des écoles de la CEC
- Indicateurs, 200 associations des parents
- 100 enseignants
- 60 Chefs d'établissements
- 6 conseillers de l'enseignement primaire et secondaire
- 20 écoles techniques
- 80% des élèves des écoles de la CEC

CONCLUSION

Avec ce programme triennal, nous espérons contribuer tant soit peu aux 5 chantiers de la République pour la reconstruction de notre pays.

Je vous remercie

